

Objet :
Route départementale n° 21 - Commune de Brûlon
Déviations de la circulation pour cause d'inondation

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SARTHE,

Vu le code de la route, et notamment ses articles L 411-3, R 411-8, R 411-25 et R 413-1,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,
Vu la loi n° 82 - 213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'instruction interministériels sur la signalisation routière, modifiés par les textes subséquents,
Vu l'arrêté n° 21-7894 du 7 octobre 2021 portant délégation de signature de Monsieur le Président du Conseil départemental de la Sarthe à Madame Marie Sajous, Directrice des routes,
Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2019 fixant la liste des routes à grande circulation modifié par le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 et les textes subséquents,
Vu l'avis du Préfet de la Sarthe en date du 18 décembre 2023,
Vu l'avis du maire de Brûlon en date du 21 septembre 2023,
Vu l'avis du maire de Chassillé en date du 22 septembre 2023,
Vu l'avis du maire de Joué-en-Charnie en date du 27 octobre 2023,

Considérant les alertes « vigicrue » et les relevés sur les échelles locales de mesures des niveaux d'eau des rivières,

Considérant le risque répétitif et prévisible d'inondations ponctuelles route départementale n° 21, obligeant à être réactif après les alertes annoncées par vigicrue,

Considérant qu'il y a lieu pour assurer, commune de Brûlon, hors agglomération, la sécurité des usagers de la voie publique d'interdire la circulation sur la route départementale n° 21 et d'en assurer la déviation lors d'inondations,

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des Services du Département,

ARRETE :

Article 1 -

Pendant les périodes d'inondation constatées et anticipées définies selon les alertes « vigicrue » et les échelles locales de mesures des niveaux d'eau des rivières, la circulation générale sera interdite **sur la route départementale n° 21 du PR 1+400 au PR 1+850**, hors agglomération, commune de Brûlon.

La continuité de la circulation est assurée par la déviation suivante :

- **RD 405, RD 21, RD 357 via Chassillé et Joué-en-Charnie et RD 4 via Brûlon et inversement.**

Des panneaux KC1 route barrée à ... m seront implantés aux intersections formées par les RD 21/405 (commune de Mareil-en-Champagne) et RD 4/21 (commune de Brûlon).

Ces prescriptions sont instaurées à compter de la date de signature du présent arrêté pour une durée de 3 ans.

Article 2 -

En cas de nécessité d'application des restrictions de l'article 1, l'Agence Technique Départementale Sud - site de Sablé-sur-Sarthe aura la charge de la signalisation temporaire afférente. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I - 8^{ème} partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992. Les prescriptions du présent arrêté seront affichées à chaque extrémité de la zone précitée en article 1.

Article 3 -

Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Département de la Sarthe www.sarthe.fr.

Chacun en ce qui le concerne, Monsieur le Directeur général des Services du Département, Monsieur le Commandant de groupement de Gendarmerie de la Sarthe, sont chargés, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée aux Maires de Mareil-en-Champagne, Loué, Chassillé, Longnes, Joué-en-Charnie et Brûlon, au Directeur départemental des Territoires de la Sarthe, au Directeur du service départemental d'Incendie et de Secours ainsi qu'au responsable du service transports de la Région des Pays de la Loire en Sarthe, recevront un duplicata de cette décision.

Fait au Mans, le **16 FEV. 2024**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SARTHE,
Pour le Président et par délégation,
La Directrice des routes,

Acte certifié exécutoire compte tenu
de sa réception au contrôle de légalité le :
et de sa publication ou notification le :

19 FEV 2024


Marie SAJOUS